



Des articles qui vous feront travailler vos méninges, c'est la réalité...

1er Mai
(fête des travailleurs)
et le 4, qui continue ?

Les actus et les brèves de la mobilisation



Elle est déjà votre série BD préférée : 2015 l'Odyssée de la fac



Grève HEBDO N°1

Le journal de l'Université Paul Sabatier en lutte, encore, toujours ?..

1er mai 2009
2^d tirage

JOURNAL qui paraîtra tant que les rédacteurs seront en grève reconductible...

C'est arrivé cette semaine :

Faits et gestes

La mobilisation continue sur l'université Paul Sabatier, contre les réformes de l'enseignement supérieur, contre la précarité et pour une politique durable d'emploi. Lundi 27 avril, 350 étudiants et près de 200 personnels se sont réunis dans leurs AG respectives pour décider des suites à donner au mouvement. En particulier, le blocage des locaux a été revoté par l'assemblée étudiante. Pourtant, pendant la nuit...

Environ 40 vigiles payés aux frais de l'Université ainsi qu'une dizaine de membres de la direction de l'Université ont sévi pour s'opposer physiquement aux décisions de l'Assemblée Générale étudiante du jour même. Le vice-président du CA, M. Réversat, a d'abord proféré des insultes gratuites à plusieurs reprises : « fascistes et khmers rouges » (sic).

D'autres provocations du genre ont suivi de la part de « responsables », avant qu'ils ne subtilisent des objets du blocage à des fins d'intimidation. Ces actes ont conduit à une confusion qui a débouché sur un blessé dans les camp des grévistes : un étudiant de rangueil qui s'est ouvert le front en passant à travers une vitre (14 points de suture soignés aux urgences après y avoir été amené par les pompiers). Plus que jamais, la situation réclame la plus grande solidarité et la plus grande mobilisation du plus grand nombre !

Perrine, William et Pablo



L'après-midi de la manif, les officiels de la fac (qui « soutiennent le mouvement ») avaient mieux à faire, les mains dans les poches devant le grand audit.

Déclaration du contre-sommet de Louvain

Des étudiants de toute l'Europe se sont réunis à Bruxelles, Leuven, et Louvain-la-neuve pour combattre le processus de Bologne. La réunion des ministres de l'enseignement supérieur et des experts de Bologne, du 27 au 29 avril, a été l'occasion pour les étudiants, enseignants et chercheurs de se réunir pour exprimer leur opposition à ce processus lors du contre-sommet de Louvain, du 25 au 29 avril.

En 1998, avec la déclaration de la Sorbonne, Claude Allègre a initié, avec ses homologues allemands, italien, et anglais, le processus de Bologne, qui organise « le plus grand marché du XXIème siècle » (in Les échos, 8 février 1998). Le processus de Bologne suit de très près les recommandations de puissants lobby industriels et d'organisations néo-libérales. Les états engagés mettent en place différentes loi, mais toutes ont la même direction.

Par exemple les pays engagés dans ce processus permettent à leurs universités d'augmenter leurs frais d'inscription de plusieurs milliers d'euros, et construisent des dispositifs qui permettent l'endettement des étudiants.

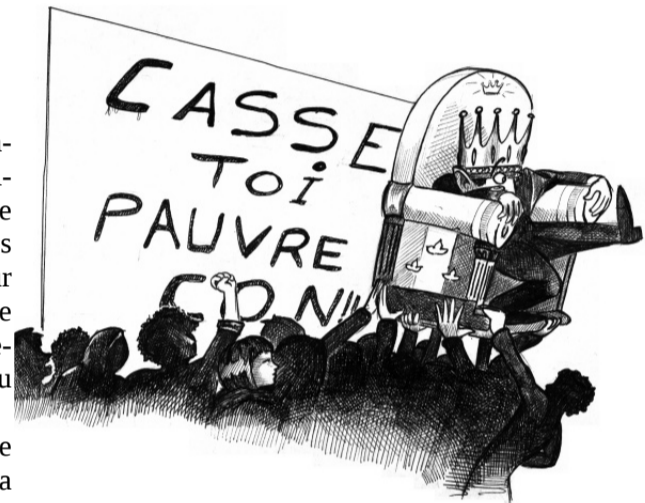
L'Europe est en résistance et un mouvement contre ce processus a commencé. Les étudiants participants au contre-sommet ont créé un réseau de résistance internationale et travaillent à un déclaration plus longue, fruit du travail des ateliers du contre-sommet.

Le processus de Bologne est contre une éducation libre, gratuite, et émancipatrice.

Par ailleurs, les experts de Bologne ne représentent personnes et sont une menace pour la démocratie : ils participent à la marchandisation de l'université en même temps que les protestations sont violemment réprimées par les polices, et que le débat public est étouffé.

Nous vous invitons tous à amplifier cette mobilisation et à nous rencontrer à nouveau pour le G8 de l'enseignement supérieur à Turin en mai, et pour le printemps 2010 contre la stratégie de Lisbonne qui organise elle aussi « l'économie de la connaissance ».

Plus d'info sur www.vagueeuropeenne.fr



Eh ! Dis ! ho !

Convergence... convergence...

Ce mot est dans la tête de celles et ceux qui luttent depuis plusieurs années. Celles et ceux qui espèrent que les choses changent vraiment, et qui désespèrent de voir les luttes sectorielles défiler, les unes après les autres. Convergence des luttes...

Mais pour qu'il y ait convergence, il faut qu'il y ait des luttes, et que les bases soient posées pour qu'elles puissent converger !

Or les luttes sont là : les salariés d'E(R)DF, les luttes des salariés et des usagers des Hopitaux, les parents d'élèves, les personnels et les étudiants des facs, les animateurs de garonne animation, les éducateurs sociaux (convention 66), sans oublier les salariés du privé qui, de mox à freescale/motorola, ont un combat digne contre des licenciements honteux...

Les luttes sont là, donc, et les revendications sont les mêmes : défense de l'emploi, défense de statuts dignes, défense d'un service public de qualité... Plus que jamais, l'heure est donc à la convergence. Il faut créer des liens directs, humains, entre les militants des différents secteurs ; avancer sur une plateforme commune de revendications ; prévoir des actions en commun, signal politique de l'unité de nos luttes et pas concret vers le travail en commun...

Les réunions de l'interpro qui ont lieu tous les lundis à 18h au Mirail sont un premier pas. Le rendez-vous du bazar au bazacle juste après la manif en est un deuxième. Le troisième dès lundi dans nos AG !

L'équipe de rédaction de Grève HEBDO

Graphisme : Jérémy et Julien,
Maquette : Florian, Pablo

critiques
propositions
articles
commentaires
insultes, dessins...

La société va droit dans le Mur ! Stoppons tout : Pensons & Agissons!

Vu sur le campus...



Les réformes ne sont soutenues par aucun diagnostic rationnel, aucune comparaison, ni aucune expérimentation. Elles ne s'appuient que sur une rafale d'épithètes péjoratives (« mité, archaïque, obsolète ») ou de propos carrément insultants pour un personnel qui serait susceptible de ne venir chercher que « la lumière ou le chauffage ».

Extrait de la motion votée par les personnels de l'IRSAMC, <http://www.irsamc.ups-tlse.fr/fichiers/motion.pdf>

Grève HEBDO est réalisée sur logiciels libres

Grève reconductible des salarié-e-s de l'Énergie Publique.

Les salarié-e-s d'EDF/GDF sont fortement mobilisé-e-s depuis 5 semaines à Toulouse comme ailleurs, pour l'Emploi, les Salaires, et la Défense du Service Public (entre autres). Le site du centre ville (Rue Sébastopol, au bout de Compans Cafarelli) est maintenant occupé jour et nuit depuis plusieurs jours, avec piquet de grève et présence de plus de 150 véhicules rassemblés et immobilisés par les grévistes.

Les salarié-e-s organisent une rotation avec 10 à 15% de grévistes par jour pour répartir les retenues de salaires. L'immobilisation des véhicules permet un impact de plus grande ampleur. La direction fait preuve d'un certain agacement et plusieurs grévistes sont menacés de sanctions individuelles. Mardi 28 avril, une Assemblée Générale des personnels a donc décidé de demander les caméras et appareils photos des huissiers présents sur les lieux afin de repérer les auteurs (ou non) d'actions fortes. Les grévistes ont par exemple utilisé des véhicules de fonction en manif ou réalisé des coupures de courant sur des cibles symboliques ou économiques. La direction a refusé

la demande. L'Assemblée Générale a alors décidé de monter dans les bureaux et, malgré une porte blindée, de récupérer directement les appareils photos en faisant tomber les cloisons des bureaux. La direction et les huissiers ont pris la fuite. Les grévistes ont marqué les lieux de leur colère. Le lendemain, un rendu du Tribunal Administratif permettait aux grévistes de rester une semaine de plus sur le site occupé.

La grève à EDF-GDF concerne bien sûr l'ensemble de la population et l'égalité d'accès à un service public de qualité. Des actions permettent en outre la non-coupage de foyers non solvables ou le passage des tarifs en « heures creuses » pour des populations modestes. Cette mobilisation appelle la solidarité du plus grand nombre. Les personnels et étudiant-e-s de l'Université, ainsi que les salariés et précaires des autres secteurs peuvent aller témoigner cette solidarité et rencontrer les grévistes tous les jours sur les piquets de grève, en particulier le week-end ou autour de 19H30 en semaine.

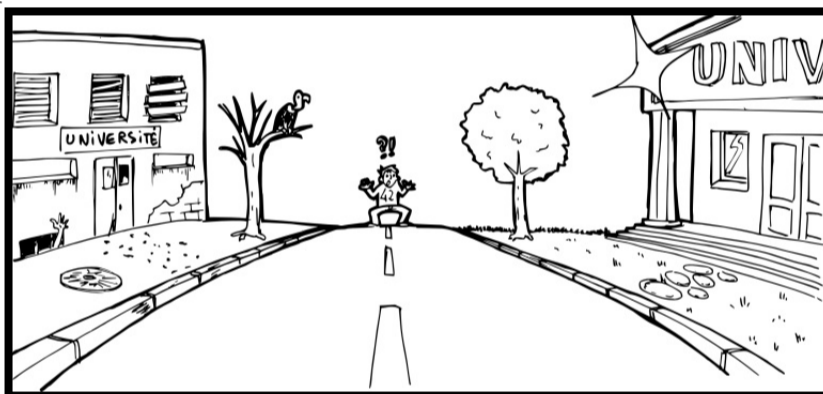
Jean, chercheur précaire

En 2015, les lois et décrets contestés en 2009 sont appliqués ; plongeons nous dans la vie universitaire :

2015: l'Odyssée de la FAC

Dans le premier épisode, l'étudiant 21520567, après avoir suivi un cursus secondaire qui manquait de moyens (humains), a dû s'inscrire en licence OGM faute de moyens (financiers). Nous le retrouvons aujourd'hui pour la suite de ses aventures...

« Et en effet, l'immense avantage d'avoir choisi une licence sponsorisée, c'est que j'ai pu étudier dans la fac la mieux dotée de la ville. Les locaux ont été rénovés récemment par Bouygues, contrairement à ceux de la fac de lettres, en face. »



Depuis l'application de la LRU, l'état s'est désengagé des facs, en expliquant que les universités recevront des capitaux des entreprises, via les fondations mises en place dans les universités. Mais les entreprises – hors crise financière – préfèrent investir dans les universités « rentables » (économie, science) que dans les facs de lettre.

En plus, des politiques telles que le plan Campus ont permis de rénover les facs qui étaient déjà les mieux cotées, au détriment des universités les plus petites ou de celles considérées comme moins rentables.

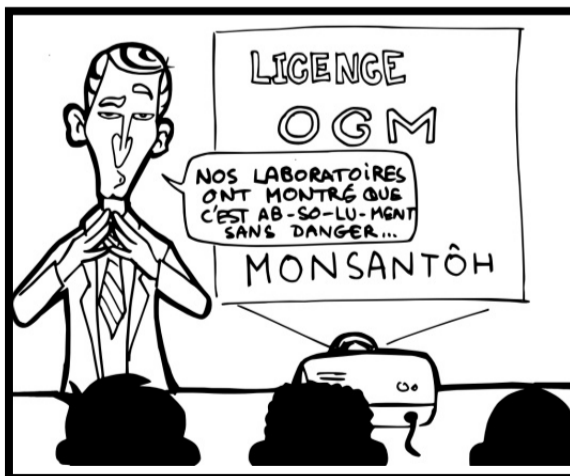


« À la machine à café, on pouvait aussi récupérer nos emplois du temps, nos notes et le calendrier des examens. C'est pratique, on n'avait pas besoin d'être dans tel bureau à des horaires pas possibles, par contre il fallait payer, et j'avoue que je n'ai pas toujours pu connaître mes notes. »

Depuis que la ministre à l'origine du système universitaire actuel, Valérie Pécresse, a déclaré que le personnels BIATOSS de catégorie C « n'est pas au cœur des préoccupations de l'université », les secrétaires pédagogiques ou les personnels administratifs et techniques ont vu leurs emplois supprimés, pour que leur travail soit assuré par des entreprises externes, celles-ci ayant du personnel... plus rentable..

« Premier cours en amphitheâtre : notre prof avait l'air de connaître son sujet ! Il nous a expliqué qu'il travaillait à la fac pour son entreprise, Monsanto, et que les recherches sur les OGM avaient énormément progressé depuis que les enseignants-chercheurs étaient payés par Monsanto. J'ai été très intéressé par le côté humaniste de cet enseignant, qui expliquait comment le problème de la faim dans le monde allait enfin bientôt être résolu. »

Depuis la LRU, les facs sont financées par des dons « désintéressés » des entreprises. Et cela va de pair avec le changement de la constitution des conseils centraux, tels le Conseil d'Administration, qui décident du fonctionnement de l'université, où les « personnalités extérieures » – bien souvent des chefs d'entreprises, ont pris une place importante. Maintenant, il est courant de voir des entreprises donner des fonds aux facs, afin qu'elles leur servent de laboratoires de recherche et développement, et qu'elles forment leurs futurs employés.



La suite de l'Odyssée dans le prochain numéro...

Dessins: Jérémy. Textes: Annaël, Florian, Loreen, Yoann, Régis, Johanna, Maeva, Cédric

RENDEZ-VOUS

LUNDI 4

12h : AG étudiante au grand audit'

18h : coordination interpro au Mirail (amphi 8) avec des représentants des différents secteurs en lutte.

MARDI 5

12h 30 : AG personnels amphi Fermat

JEUDI 7

Information et débat sur la politique européenne

Brèves de grève

Les 400 chaises font les 400 coups

D'après un communiqué du président, 400 chaises ont disparu lors du blocage. Une grande partie de ces chaises, en parfait état, ont été retrouvées dans les bennes de l'Université...

Action tournée vers l'extérieur
jeudi 30 avril

Un groupe interfac de 40 étudiants ont déployé des banderoles au-dessus du Périph' avec distribution de tracts sur un rond-point pour informer sur la continuité du mouvement.

La Mobilisation en quelques chiffres :

73 établissements sont mobilisées (Universités, IUT, ENS IEP).

53 sont déclarés en Grève.

50 pratiquent la rétention de note (totale ou partielle).

44 sont bloquées totalement ou partiellement.

16 boycottent les Jurys de bac.

13 dont les personnels ont démissionné de leur fonction administrative.

Toulouse 3 est déclarée en grève, appelle à la rétention de note, au boycott des jurys de bac et l'on compte à ce jour 32 démissions administratives.

CONTRIBUTIONS BIENVENUES : comite@upsenlutte.org

<http://upsenlutte.org/>